

AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 22

Décembre 2006

CONTRÔLES DES DIAMANTS AU VENEZUELA

100 % « non conformes » au PK

Une étude de Partenariat Afrique Canada publiée en novembre a constaté que le Venezuela, un pays qui produit quelque 150 000 carats de diamants par année, n'en a officiellement exporté aucun depuis janvier 2005. En fait, les exportations de diamants du Venezuela contournent les contrôles du Processus de Kimberley, et l'ensemble de la production annuelle sort du pays en contrebande. Bien qu'il soit membre du Système de certification du Processus de Kimberley pour le contrôle des diamants bruts, il fonctionne essentiellement en marge du SCPK.

L'étude, intitulée *The Lost World: Diamond Mining and Smuggling in Venezuela*, a été produite par une équipe de chercheurs de PAC, en octobre 2006. Le rapport montre que les efforts déployés récemment par le gouvernement pour mettre un terme à l'extraction illicite au Venezuela n'ont engendré que violence et mort. Un amalgame d'impôts élevés, de contrôles inefficaces des devises et d'incompétence bureaucratique a confiné les négociants de diamants du Venezuela à la clandestinité. Le laxisme des contrôles leur permet de passer en contrebande toute la production annuelle de diamants du pays, par l'entremise du Brésil, du Guyana, de Hong Kong, des États-Unis et de la Belgique.

Le rapport a conclu que le Venezuela devrait être expulsé du SCPK si le Processus de Kimberley espère maintenir ne serait-ce qu'un semblant d'ordre et d'intégrité. Le problème a été abordé à l'assemblée plénière du Processus de Kimberley en novembre, à Gaborone, au Botswana, où l'on a décidé qu'une mission d'examen devrait être envoyée au Venezuela de toute urgence pour examiner la conformité du Venezuela au SCPK et la situation de ce pays à titre de membre du Processus de Kimberley.

Pour que le Venezuela puisse demeurer membre du SCPK, *The Lost World* affirme que le gouvernement doit mettre de l'ordre dans l'extraction, le commerce et l'exportation des diamants. Le rapport relève le rôle de premier plan joué par les Brésiliens et le trajet emprunté par la contrebande des diamants du Venezuela au Guyana, transitant par la ville brésilienne de Boa Vista. Il recommande que le Processus de Kimberley aide à démanteler cette voie en créant et en présidant une commission d'enquête et d'arbitrage pour coordonner un processus de dialogue sur la production et les procédures de contrôle des diamants au Venezuela, au Brésil et au Guyana.

La recherche pour ce rapport a été effectuée à Caracas, dans des régions d'extraction éloignées et dans les villes de l'État de Bolivar, ainsi que dans la ville brésilienne de Boa Vista. Le rapport s'inscrit dans la foulée de trois rapports de PAC en 2005 et 2006 décrivant les problèmes des industries du diamant du Brésil et du Guyana. On trouvera *The Lost World* (en anglais seulement) à : http://www.pacweb.org/e/images/stories/16_thelostworld_nov2006.pdf

PROCESSUS DE KIMBERLEY 2006 : L'EFFONDREMENT ÉVITÉ

En octobre 2006, Partenariat Afrique Canada a produit un sombre rapport sur les échecs du Processus de Kimberley au cours des 18 mois précédents. *Tuer Kimberley? Diamants de guerre et tigres de papier* décrivait plusieurs des très graves problèmes auxquels faisait face le Processus de Kimberley au début de ses délibérations annuelles à Gaborone, en novembre. PAC était en fait profondément préoccupé par le fait que le Processus de Kimberley risquait de s'effondrer.

Les enquêtes menées par PAC au Brésil, en 2005 et 2006, ont mis au jour une fraude massive concernant les diamants certifiés par le PK. Une étude de PAC sur la mise en œuvre du SCPK au Guyana a constaté une contrebande volumineuse et systématique de diamants. Le rapport du Conseil de sécurité de l'ONU a affirmé que le Ghana certifiait des diamants de guerre en provenance de la Côte d'Ivoire. De l'avis de PAC, la réaction du PK à tous ces événements a été faible, lente ou inexistante. De plus, plusieurs gouvernements avaient bloqué le consensus sur d'importantes recommandations découlant d'un examen triennal, dont la mise en œuvre aurait pu renforcer le SCPK; ils avaient aussi bloqué le consensus sur des mesures énergiques pour traiter les cas flagrants de trafic de diamants de guerre et de criminalité.

En fin de compte, il semble qu'un tel pessimisme n'était pas justifié. Le rapport de PAC a peut-être influé sur les événements,

et la sortie prochaine du film *Le diamant de sang* leur a imprimé une certaine impulsion (voir page 4). La réunion du PK s'est prononcée fermement sur la question du Ghana (voir page 3), en exigeant que le pays resserre ses contrôles internes dans un délai de trois mois, au cours desquels aucun diamant ne sera exporté sans une surveillance experte extérieure. Une mission de suivi aura lieu à la fin des trois mois. On enverra une mission d'examen au Venezuela pour déterminer l'aptitude du pays à demeurer membre du Processus de Kimberley. Les 43 recommandations de l'Examen triennal ont été acceptées, et les points qui n'avaient pas fait consensus au sein d'un groupe de travail spécial ont fait consensus en plénière. On a convenu d'élaborer des « mesures provisoires » pour la nomination et la suspension des participants non conformes. La demande du Conseil mondial du diamant en faveur d'une supervision efficace et crédible de l'industrie marquait peut-être une première dans les annales du discours réglementaire entre les gouvernements et l'industrie. Une question épineuse de transparence statistique a été réglée, et l'on a convenu de se pencher sur les questions reliées au financement du SCPK au cours des mois à venir.

La réunion de Gaborone n'a pas réglé tous les problèmes, mais elle a permis de concevoir des mesures opportunes et raisonnables pour surmonter les plus difficiles. Le PK prouvera son efficacité en mettant en œuvre avec succès les mesures convenues, mais le PK et son système de certification ont montré qu'ils étaient suffisamment souples et à l'écoute pour faire face aux crises.

Soudainement cet hiver Des diamants omniprésents : Un guide

Avec la fin des pires guerres du diamant en Afrique, les médias et de nombreuses ONG militantes se sont désintéressés du problème des diamants il y a deux ou trois ans. Le Processus de Kimberley et le Système de certification du Processus de Kimberley sont difficiles à suivre, et l'engagement exige du temps, de l'argent et de l'attention. Le « moment CNN » des diamants de guerre semblait être révolu jusqu'à ce que Warner Brothers annonce, à la fin de 2005, que le tournage d'un film appelé *Blood Diamond* (Le diamant de sang) allait bientôt débiter. Le film devait se dérouler en Sierra Leone, où l'horrible guerre alimentée par les diamants a duré 10 années. Mettant en vedette Leonardo DiCaprio, *Blood Diamond* promettait d'être un succès (voir page 4). Soudainement, les producteurs de documentaires, les animateurs de talk-show et les nouveaux venus dans le milieu des ONG n'en avaient que pour les « diamants du sang ».

Bon nombre de ces nouveaux arrivants ne semblaient pas s'intéresser à la Sierra Leone, si ce n'était pour savoir comment cela pouvait faire mousser leur cause à eux, et peu reconnaissent les efforts déployés depuis 2000 pour enrayer le phénomène des diamants de guerre et y mettre un terme. Quelques-uns ont fait figure d'exception en s'intéressant à l'actuel défi des diamants : les problèmes de pauvreté et de sécurité humaine qui accablent le plus d'un million de creuseurs artisans de diamants en Afrique. Voici un « guide » de ce qu'on peut trouver actuellement.

Stop Blood Diamonds : www.stopblooddiamonds.org

Le site web affirme ce qui suit : « Il reste malheureusement que des personnes meurent et souffrent encore dans certains pays africains [en raison des diamants du sang]. Conscients de cette situation, nous, de **Stop Blood Diamonds**, voulons faire notre part dans la campagne contre cette pratique inhumaine. Nous croyons qu'information rime avec pouvoir et c'est ce que nous voulons faire comprendre au monde. Notre public cible comprend à la fois les consommateurs et les membres de l'industrie du diamant. » Le site web ne donne aucune indication sur les créateurs de **Stop Blood Diamonds** et on ne répond pas aux courriels. Les bijoutiers peuvent s'inscrire s'ils veulent « mettre un terme aux diamants du sang ».

A Diamond's Journey : www.msnbc.msn.com/id/15842546/2

Par le photjournaliste Kadir Van Lohuizen. Ce site web hébergé par MSNBC s'inspire d'une série de photographies portant sur certaines des dimensions les moins flatteuses des diamants, de la mine à la bijouterie. Les photos sont tirées d'une exposition parrainée par l'ONG néerlandaise NIZA, qui a tourné en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique. Les photos sont également offertes sous la forme d'un livre intitulé *Diamond matters*.

Survival International :

www.survival-international.org/news.php?id=2112

Survival International a ciblé De Beers comme responsable de l'expulsion de plusieurs centaines de Botswanais de leurs terres ancestrales au Botswana. Le réel coupable semble être le gouvernement du Botswana et ses motifs n'ont pas grand-chose à voir avec les diamants. Selon Survival International, « Les Bushmen du Kalahari ont réitéré leur appel désespéré à Leonardo DiCaprio au moment où les sociétés de diamants amorcent des travaux d'exploration sur leurs terres ». Un autre nouveau site sur les diamants (<http://www.boycottdebeers.org>) semble avoir des liens avec Survival International bien qu'à l'instar de « Stop Blood

Diamonds » et « Realdiamondfacts », il préfère taire ses origines. En décembre, après un procès de quatre années, le plus haut tribunal du Botswana a jugé que l'expulsion des Botswanais avait été inconstitutionnelle et qu'ils pouvaient retourner sur leurs terres ancestrales.

« **There Are No Clean Diamonds** » :

www.miningwatch.ca/index.php?/congo_rd/No_Clean_Diamonds

Il s'agit d'un long essai de Mines Alerte Canada, une ONG qui veut « s'assurer que le film de DiCaprio et les réactions à ce film renforcent la capacité des collectivités autochtones canadiennes et des collectivités autochtones ailleurs au monde de protéger leurs intérêts ». Cet essai présente tout ce que vous avez jamais voulu savoir (de négatif) sur les diamants canadiens, mais on n'y trouve pas grand-chose sur l'Afrique ou la Sierra Leone.

Conseil mondial du diamant : www.diamondfacts.org

Le Conseil mondial du diamant, créé en 2000 par un vaste échantillon des sociétés de diamants et de bijouterie pour participer à la création et à la surveillance du Processus de Kimberley, a mis en ligne, en 2006, ce nouveau site web au sujet des diamants en prévision des mauvaises nouvelles en provenance de Hollywood.

Realdiamondfacts : www.realdiamondfacts.org

Realdiamondfacts, une parodie du site web du WDC, a fait son apparition peu de temps après l'original. Il ridiculise les efforts d'autoréglementation de l'industrie et affirme ce qui suit au sujet du Processus de Kimberley : « Les pays qui participent au Processus de Kimberley prétendent que les diamants bruts extraits sur leur territoire ne servent pas directement à financer des milices rebelles. Or, ces gouvernements "reconnus" ne font l'objet que d'une très faible surveillance, sinon d'aucune, et, souvent, rien n'incite les gouvernements à prétendre le contraire. » Realdiamondfacts ne semble pas avoir beaucoup d'estime pour certains gouvernements « reconnus » ni pour le système de surveillance du PK.

Diamonds for Africa Fund : www.diamondsforafricafund.org/

Brilliant Earth (<http://www.brilliantearth.com>), une société de bijouterie californienne, a récemment fondé conjointement le Diamonds for Africa Fund (DFA), dont le siège est à Austin, au Texas. Le fonds a ensuite créé le site web Real Diamond Facts. « Brilliant Earth consacre 5 % de ses bénéfices au DFA, au profit des collectivités africaines locales. Grâce au travail effectué par l'entremise du DFA, nous espérons lancer un effort national pour corriger les injustices passées du commerce des diamants. » Pour ce faire, la société ne vend que des diamants canadiens et fait des dons en Afrique.

Diamond Empowerment Fund : www.blackprwire.com/display-news.asp?id=2821

En décembre, Russell Simmons, cofondateur de l'étiquette hip-hop Def Jam et copropriétaire de la Simmons Jewellery Co., a annoncé la création du Diamond Empowerment Fund, qui vise à recueillir de l'argent pour le développement des populations et des collectivités de l'Afrique où les diamants sont une ressource naturelle. Le Diamond Empowerment Fund appuiera des écoles, des collèges et d'autres établissements de l'Afrique du Sud et du Botswana pour améliorer le développement économique et l'habilitation des populations africaines. La compagnie a aussi lancée « l'Initiative verte » pour lever des fonds pour le Diamond Empowerment Fund. Les communiqués de presse ne mentionnent pas les pays africains qui se remettent des guerres alimentées par les diamants.

Blood Diamond Action : www.blooddiamondaction.org

Ce nouveau site web, créé conjointement par Global Witness et Amnesty International USA, fait la publicité de ces deux organisations ainsi que du film *Le diamant de sang*. On y trouve des liens vers GW, AIUSA ainsi que Warner Brothers et le site du film *Le diamant de sang*, et une séquence de la bande sonore du film.

Global Witness : www.globalwitness.org

Global Witness, un des chefs de file de la campagne contre les diamants de guerre et un membre de l'équipe architecturale du Processus de Kimberley, exploite un site web détaillé où l'on trouve toutes ses recherches et ses publications sur les diamants depuis décembre 1998.

Amnesty International USA : www.amnestyusa.org

Les pages web d'AIUSA sur les « diamants du sang » sont fortement périmées et, dans certains cas, constituent une information trompeuse (p. ex. « Le Front révolutionnaire uni (RUF) terrorise la population locale de la Sierra Leone et contrôle les régions riches en diamant », affirme une animation où l'on montre une amputation de main à la machette. En fait, le RUF s'est désintégré en 2000 et a cessé d'exister par la suite.) AIUSA signale les problèmes actuels du Processus de Kimberley : « On a aussi mis au jour une fraude massive reliée au Processus de Kimberley au Brésil et au Venezuela. » Le site n'affiche aucun lien avec le site web de Partenariat Afrique Canada, où l'on trouve des rapports sur le Brésil et le Venezuela. Mais les lecteurs sont invités à « visiter le site conjoint d'AIUSA et de Global Witness, Blood Diamond Action », qui les réachemine vers la publicité du film.

Partenariat Afrique Canada : www.pacweb.org

Partenariat Afrique Canada a mis à jour son propre site web pour présenter des aperçus concis de l'histoire des diamants de guerre, de l'efficacité du Processus de Kimberley, du rôle de l'industrie du diamant, et des répercussions du film *Le Diamant de sang* et d'autres films sur la question.

COTE D'IVOIRE ET GHANA

Le PK fait preuve de fermeté à l'égard des diamants de guerre

Un rapport d'un panel d'experts des Nations Unies publié en octobre affirmait qu'au cours de la dernière année des diamants de guerre d'une valeur estimative de 9 à 23 millions de dollars avaient été exportés depuis les champs de diamants ivoiriens occupés par les rebelles. Les diamants de la Côte d'Ivoire sont sous le coup d'un embargo de l'ONU et demeurent la seule source officielle de diamants de guerre. Le rapport de l'ONU affirmait que le Ghana, où les contrôles du SCPK seraient complètement insuffisants, sert à blanchir une part considérable des diamants.

Le rapport de l'ONU a mis le Processus de Kimberley dans l'embarras, celui-ci ayant dépêché sa propre équipe d'examen au Ghana en décembre 2005. Le rapport de cette équipe demeurait inachevé au moment de l'assemblée du Processus de Kimberley en novembre 2006, au Botswana. Le rapport de l'ONU a aussi mis dans l'embarras le Ghana, qui a tout d'abord nié les accusations. Le rapport affirmait que des diamantaires ivoiriens s'étaient installés à Accra et que les précédents acheteurs de diamants ivoiriens à Anvers et en Israël s'approvisionnaient

maintenant de ces mêmes fournisseurs, par l'entremise d'Accra. Une enquête criminelle à ce sujet est actuellement en cours en Belgique.

Le Processus de Kimberley a pris certaines mesures pour régler le problème, sous l'impulsion du Botswana, qui présidait le PK en 2006. Avant l'assemblée plénière du PK en novembre, le président du Botswana a envoyé une délégation de haut niveau du PK pour faire part du problème au président Kuofor du Ghana. À l'assemblée du PK, le Ghana a convenu de mettre à jour et de resserrer tous ses contrôles internes des diamants. D'ici là, aucun diamant ne sera expédié à moins qu'il ne soit inspecté par un expert indépendant en diamants, détaché par le Conseil mondial du diamant. Il est facile de distinguer à l'œil nu les diamants du Ghana de ceux de la Côte d'Ivoire, et une supervision experte aidera à garantir la légitimité des expéditions. Le Ghana constituera une base de données géologiques sur sa ressource diamantaire, ce qui permettra aux examinateurs de mettre en rapport les exportations et le potentiel minier réel du pays. En février 2007, une mission d'examen du PK visitera le Ghana pour déterminer si les nouveaux contrôles internes du pays sont suffisants pour prévenir l'entrée de diamants non ghanéens dans le système.

Diamants de guerre : quel pourcentage?

Une guerre de chiffres a éclaté quant à savoir quel pourcentage des diamants sont et étaient des « diamants de guerre ». Pour obtenir ces chiffres, il faut des numérateurs et des dénominateurs. Et pour que les chiffres soient cohérents au fil du temps, les numérateurs et les dénominateurs doivent avoir une définition constante. La définition du numérateur utilisée ici est la définition « officielle » de l'ONU, excluant la violence de la police, de l'armée et des bandes criminelles dans des pays en paix, et excluant aussi la catégorie plus vaste et moins bien définie des diamants illicites.

Le Processus de Kimberley et l'industrie du diamant ont utilisé le chiffre de 4 % depuis le début des négociations du PK. On se fonde sur une estimation, réalisée en 1999 : 150 millions de dollars en provenance de l'Angola, 70 millions de la Sierra Leone et 35 millions de la République démocratique du Congo. En présumant que ces estimations étaient justes (il n'y a aucune raison de les mettre en doute), on arrive à un pourcentage de 3,7 % de la valeur de la production brute cette année-là (6,8 milliards de dollars).

Plus tôt toutefois, selon les chiffres de l'ONU, en 1996 et 1997, l'UNITA, le mouvement rebelle de l'Angola, avait exporté à lui seul jusqu'à 700 millions de dollars par année (bien qu'on ait observé un cessez-le-feu officiel au cours d'une partie de cette période). C'était à un moment où l'UNITA contrôlait une bien plus grande partie des régions d'extraction de l'Angola qu'en 1999. Cela aurait représenté 10 % de la production mondiale. Même s'il fallait réduire ce chiffre de moitié, le total aurait été de 400 millions de dollars, ou environ 7 %. Si le chiffre plus élevé de l'ONU est juste, le total aurait été, en ajoutant la Sierra Leone et la RDC, plus près de 800 millions de dollars, soit entre 12 et 14 % de la valeur de la production brute à l'époque. Au pire donc, et en utilisant des définitions et des chiffres constants, les diamants de guerre représentaient de 7 à 14 % de la production mondiale totale de diamants au milieu des années 1990.

Actuellement, l'estimation de l'ONU concernant les diamants de guerre en provenance de la Côte d'Ivoire au cours d'une même année – le seul pays où l'on trouve des diamants de guerre « officiels » – est de l'ordre de 9 à 23 millions de dollars. Cela représente de 0,1 % à 0,2 % de la valeur de la production mondiale de pierres brutes (estimée en 2005 à 12,67 milliards de dollars).

LE DIAMANT DE SANG CE QUE DISENT LES CRITIQUES

Le Diamant de sang, le film de Warner Brothers qu'appréhendait depuis longtemps l'industrie du diamant, est finalement sorti en salles le 8 décembre, porté par une vague d'attention médiatique, en partie soulevée par l'industrie du diamant elle-même dans le but de montrer qu'on peut maintenant retourner chez le bijoutier en toute quiétude. Notre quotidien local, *The Ottawa Citizen*, accorde trois étoiles au film, en disant : « *Le Diamant de sang* est un cauchemar sur le plan des relations publiques pour les responsables de De Beers, mais compte tenu de l'insistance avec laquelle ce film souligne le parti pris politique au sujet des travers de l'industrie des pierres précieuses... cette surenchère va presque jusqu'à lui conférer un certain charme. »

The Citizen apprécie le jeu de Djimon Hounsou, dans le rôle d'un pêcheur qui trouve un gros diamant rose durant la terrible guerre en Sierra Leone au cours des années 1990. Cette découverte déclenche une chaîne d'événements qui attire le chasseur de fortune DiCaprio au pays afin de s'emparer de la pierre au nom d'un cartel criminel. Mais « pour des raisons délicates qu'on ne saurait deviner », dit *The Citizen*, le réalisateur, Ed Zwick, « porte ce film au-delà des frontières – loin du centre émotif – afin de pouvoir mettre en vedette deux Américains blancs dans les rôles titres ». Cela dilue le drame et mine le suspense, dit *The Citizen*, mais qui plus est, cela « trahit fondamentalement le message du film ».



Leonardo DiCaprio et Djimon Hounsou

The Los Angeles Times qualifie *Le Diamant de sang* de « film ambitieux qu'on peut considérer comme un verre à demi vide ou à demi plein » et fait des critiques élogieuses sur la performance de Leonardo DiCaprio. Le critique Kenneth Turan s'en prend à son « penchant pour le moment émouvant à la Hollywood », tout en disant que « ces moments plus faibles sont compensés par le risque que prend le film de perturber l'idée que se font les spectateurs

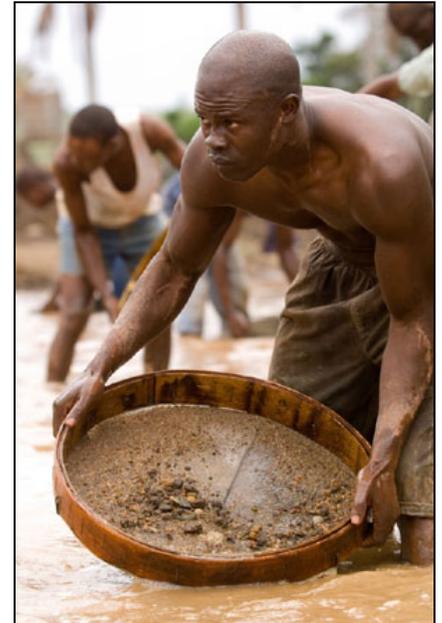
du monde et de la façon dont on le dirige. *Le Diamant de sang* communique clairement le fait que certains problèmes ne se prêtent pas à une solution facile et commode, et il est difficile de ne pas apprécier un film qui tient compte de cela. »

Le *New York Times* n'est pas du tout du même avis. La critique Manohla Dargis qualifie le film de « thriller exceptionnellement ridicule... enrobé d'argent et extrêmement moralisateur, confus et débilement contradictoire. Le film est un exemple classique de la facilité avec laquelle le mercantilisme peut évacuer les bonnes intentions, particulièrement à Hollywood. » M^{me} Dargis apprécie le « très excellent Leonardo DiCaprio », mais moins Jennifer Connelly dont la performance laisse à désirer. Elle est particulièrement cinglante quant à l'utilisation de la misère comme matière à divertissement : les « images d'apparence documentaire d'enfants fouillant dans des montagnes de détritiques... les hommes et les femmes au regard vide assis dans des rues parsemées d'ordures, et les moignons de bras et de jambes qu'on brandit de temps à autre ». Le film « trahit une fascination quasi-touristique pour les images d'Africains noirs qui servent surtout de décor coloré ou, comme dans les scènes horribles dans les camps d'entraînement des rebelles, de manifestations du mal à l'état pur ».

The Globe and Mail est plus favorable, mais n'accorde au film que deux étoiles et demie, en disant : « Voici un autre récit d'aventure romantique avec comme toile de fond la souffrance du Tiers Monde, en délicat équilibre entre l'empathie et l'exploitation. » À l'instar d'autres critiques, Liam Lacey, du *Globe*, aime DiCaprio, qualifiant son travail du « plus impressionnant depuis sa période de prodige adolescent ». Par contre, le jeu de Jennifer Connelly, qui personnifie Maddy, journaliste d'enquête et amoureuse de service, est loin d'être mémorable. « Maddy se promène la blouse échancrée, prenant des photos en noir et blanc anachroniques et affichant un sourire hollywoodien éclatant entourée de bambins réfugiés. » M. Lacey conclut toutefois que « *Le Diamant de sang* n'aura probablement pas beaucoup de répercussions sur vos habitudes d'achat de diamants, pour autant que vous ayez l'habitude d'acheter des diamants ».

Et notre avis? Comme film, *Le Diamant de sang* est captivant et éprouvant, bien que le réalisateur Zwick aurait pu résister à la tentation de montrer des gorges de montagne, des éléphants et un guépard, qu'on ne trouve tout simplement pas en

Sierra Leone. Le récit prend beaucoup de libertés en fusionnant divers événements et dates. Mais on peut cependant y voir l'horreur qu'a vécue la Sierra Leone, jusque dans les plus horribles détails. À titre de commentaire sur l'Afrique, l'absence, à quelques exceptions près, de Sierra-Léonais adultes ayant un semblant de sens moral ne fait qu'allonger la longue liste de films stéréotypés au sujet du continent. À titre de commentaire sur les diamants, c'est un rappel tardif quoique utile à l'industrie et aux 70 pays participants au Système de certification du Processus de Kimberley afin qu'ils règlent plus rapidement les problèmes, qu'ils interviennent avec plus de vigueur contre les activités illégales et qu'ils fassent preuve d'une plus grande diligence pour veiller à ce que les diamants ne servent plus jamais à financer le carnage dépeint de façon aussi frappante dans *Le Diamant de sang*.



Djimon Hounsou à la recherche de diamants

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication de Partenariat Afrique Canada. Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui de : Affaires étrangères et Commerce international Canada, Irish Aid, le Centre de recherches pour le développement international, le Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile et plusieurs autres organismes.

Pour plus d'information, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, Ontario, K1N 7Z2, Canada.

info@pacweb.org

www.pacweb.org

ISSN : 1496-7502